



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 02/06/2023

Reçu en préfecture le 02/06/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230530-2023_25-DE

S²LO

DÉLIBÉRATION

2023/25

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'ALLOCATION AUX PARENTS D'ENFANTS HANDICAPES (APEH)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 30 Mai 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHAR, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

Etaient absents ou excusés : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L253-5, L731-1 à 4 ;

Vu la circulaire NOR: TFPF2237724C du 30 décembre 2022 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 23 mai 2023 ;

Monsieur le Président rappelle qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer le type d'actions à mener et le montant des dépenses à engager pour les prestations d'action sociale prévues à l'article L731-3 du Code Général de la Fonction Publique, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Le Code Général de la Fonction Publique expose que l'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à faire face à des situations difficiles.

Chaque année, une circulaire de l'Etat transmet un tableau recensant et revalorisant le taux applicable des prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune attribuées aux agents de l'Etat.

Parmi celles-ci figure l'Allocation aux Parents d'Enfants Handicapés de moins de 20 ans (APEH) qui est versée mensuellement.

Cette prestation s'adresse aux parents d'enfants de moins de 20 ans dont le taux d'incapacité est de 50% ou plus et qui perçoivent l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH).

Elle est également destinée à aider les parents d'enfants handicapés séjournant dans des établissements spécialisés qui assurent une éducation adaptée, un accompagnement social ou médico-social ou une aide au travail.

Monsieur le Président informe qu'un agent du Centre de Gestion a demandé à bénéficier de cette prestation.

Dans le cadre de la politique sociale de l'établissement et pour aider les agents à faire face à des situations difficiles, il est proposé de préciser les modalités de mise en place de l'Allocation aux Parents d'Enfants Handicapés (APEH).

Les bénéficiaires

- Les agents fonctionnaires, stagiaires et titulaires de la Fonction Publique et les contractuels de droit public sur emplois permanents, en activité, dont le ou les enfants, âgés de moins de 20 ans, compte tenu de leur taux d'incapacité (au moins égal à 50%), ouvrent droit à l'AEEH (Allocation d'Education d'un Enfant Handicapé).

L'APEH pourra être versée aux deux parents.

Les conditions d'attribution

- Perception par l'agent de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH), prestation familiale légale prévue par l'article L541-1 du code de sécurité sociale
- Aucune obligation pour les parents de participer financièrement à la garde de leur enfant.
- Aucune condition de ressources ou d'indice.

Cette prestation d'action sociale étant facultative, l'agent s'engage à en faire la demande auprès de son employeur, par courrier, à compléter le formulaire de demande initiale d'APEH et à produire les justificatifs réclamés.

La demande sera à renouveler, à chaque fin d'échéance de versement d'AEEH, au moyen de l'attestation prévue à cet effet et avec transmission de la notification d'AEEH.

Les modalités de versement

- Prestation versée mensuellement jusqu'à l'expiration du mois au cours duquel l'enfant de l'agent atteint l'âge de 20 ans.
- Prestation servie selon le nombre de mensualités versées au titre de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé. La perte de l'AEEH entraîne la perte de l'APEH.

Dans le cas où l'enfant est placé en internat de semaine, avec prise en charge intégrale des frais de séjour, la prestation est servie au prorata du temps passé dans la famille lors des périodes de retour au foyer en fin de semaine et durant les vacances scolaires.

Les règles de cumul

L'allocation n'est pas cumulable avec les prestations suivantes :

- la Prestation de Compensation du Handicap (PCH);
- l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH);
- l'allocation différentielle servie au titre des droits acquis (majoration pour tierce personne) (ACTP).

Montant

Le montant de l'allocation est mensuel et conforme à celui de la circulaire de l'Etat recensant les taux applicables des prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune attribuées aux agents de l'Etat qui est revalorisé chaque année.

Le montant au 1^{er} janvier 2023 est de **172.46 euros par mois**.

Justificatifs à produire

- La copie du livret de famille (en cas de séparation ou de divorce, joindre le justificatif de la garde des enfants) ;
- La copie de la décision délivrée par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H) pour les enfants handicapés;
- L'attestation datée de moins d'un mois justifiant le versement de l'Allocation d'Education Enfant Handicapé (A.E.E.H) ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *ADOpte* les modalités de mise en œuvre de l'Allocation aux Parents d'Enfants Handicapés de moins de 20 ans (APEH) dans les conditions proposées ci-dessus, à compter du 1^{er} juin 2023;
- ♦ *PRECISE* que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget correspondant;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les actes s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 30 mai 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY